

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 Place de la République
28019 CHARTRES

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/09/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CRÉDIT AGRICOLE IMMOBILIER CORPORATE ET PROMOTION

12 Place des Etats-Unis
92120 Montrouge

Références : 9486/RAPVI/CC/IC230615
Code AIOT : 0010009486

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/09/2023 dans l'établissement CRÉDIT AGRICOLE IMMOBILIER CORPORATE ET PROMOTION (site d'Alembert) implanté 4 rue Gro Harlem Brundtland 28300 Mainvilliers. L'inspection a été annoncée le 15/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CRÉDIT AGRICOLE IMMOBILIER CORPORATE ET PROMOTION
- 4 rue Gro Harlem Brundtland 28300 Mainvilliers
- Code AIOT : 0010009486
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le Data Center du Crédit Agricole Immobilier Corporate et Promotion assure l'hébergement et le fonctionnement des systèmes d'information (serveurs, équipements réseaux et de télécommunications...). Le site dénommé Alembert situé à Mainvilliers a été mis en service en février 2011.

La maintenance et la gestion des équipements est assurée par la société ENGIE.

L'établissement est régi par les actes réglementaires suivants :

- l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter un centre de calcul informatique au profit de la société Unibiens (Crédit Agricole Immobilier) en date du 10 avril 2009 ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 décembre 2021 portant modification des conditions d'exploiter du centre de calcul informatique de la société Crédit Agricole Immobilier Services.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Fluides frigorigènes fluorés avec l'application règlement n°517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés, dit « F-Gaz » ;
- Contrôles périodiques des installations électriques, des dispositifs de protection contre la foudre et des moyens de lutte contre l'incendie.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
10	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 10/04/2009, article 7.3.3	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Identification des équipements	Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 3.2 - annexe I	/	Sans objet
2	État des stocks de fluides	Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 3.3 (annexe 1)	/	Sans objet
3	Attestations des opérateurs	Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-78	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Fiches d'intervention sur les équipements	Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-82	/	Sans objet
5	Contrôle périodique des équipements	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 4	/	Sans objet
6	Marque de contrôle – absence de fuite	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6	/	Sans objet
7	Déclaration des émissions	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	/	Sans objet
8	Registre des déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	VI du 13/02/2021 (NC1)	Sans objet
9	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 10/04/2009, article 7.6.2 et 7.6.3	/	Sans objet
11	Dispositifs de protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 10/04/2009, article 7.3.4.2	/	Sans objet
12	Équipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17-II	/	Sans objet
13	Protection des réseaux d'eau potable	Arrêté Préfectoral du 10/04/2009, article 4.1.3.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 19 septembre 2023 a été réalisée dans le cadre de l'action nationale 2023 "Contrôle des obligations relatives aux fluides frigorigènes fluorés".

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les fiches ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Identification des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 3.2 - annexe I
Thème(s) : Actions nationales 2023, Identification des équipements concernés
Prescription contrôlée : Les équipements clos en exploitation comportent un étiquetage visible sur la nature du fluide et la quantité de fluide qu'ils sont susceptibles de contenir.
Constats : Les équipements contrôlés lors de l'inspection comportent un étiquetage précisant la nature et la quantité de fluide qu'ils sont susceptibles de contenir.
Observations : Lors de la visite, l'inspection des installations classées a vérifié par sondage l'étiquetage des groupes-froids du pôle B : GFB 1 (C1 : n°série 1078201050 et C2 : n°série 1078201049), GFB 2 (C1 : n°série 1078401460 et C2 : n°série 1078301856) et GFB 3 (C1 : n°série 1078400369 et C2 : n°série 1078400368). Ces équipements sont clairement identifiés par un étiquetage visible indiquant la nature du fluide ainsi que sa quantité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Inventaire des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 3.3 - annexe I
Thème(s) : Actions nationales 2023, État des stocks de fluides
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un inventaire des équipements et des stockages fixes qui contiennent plus de 2 kg de fluide présents sur le site précisant leur capacité unitaire et le fluide contenu, ainsi que la quantité maximale susceptible d'être présente dans des équipements sous pression transportables ou dans des emballages de transport.
Constats : Présence d'un inventaire des équipements contenant des fluides frigorigènes.
Observations : L'exploitant tient un inventaire dématérialisé des équipements frigorifiques ou climatiques qui précise notamment leur emplacement, la marque, le numéro et l'année de fabrication, la capacité unitaire et le fluide contenu, ainsi que la quantité maximale de fluide présente au sein de son installation. En l'espèce, l'installation est équipée de 10 groupes-froids et de 2 pompes à chaleur dont la capacité unitaire est supérieure à 2 kg. D'après cet inventaire, ces équipements utilisent des fluides de type R 134A pour une quantité cumulée de 2 471 kg soumis au régime de la déclaration périodique au titre de la rubrique 1185-2a de la nomenclature des ICPE (conforme à l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 15/12/2021). L'exploitant dispose aussi de classeurs contenant notamment le plan d'auto-surveillance des équipements, les fiches d'intervention, les attestations des opérateurs...
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Attestations des opérateurs

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-78
Thème(s) : Actions nationales 2023, Intervention sur le circuit des fluides frigorigènes
Prescription contrôlée : Tout détenteur d'équipement est tenu de faire procéder à sa charge en fluide frigorigène, à sa mise en service ou à toute autre opération réalisée sur cet équipement qui nécessite une intervention sur le circuit frigorifique par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des États membres de l'Union européenne et traduit en français. L'assemblage d'un équipement ou des circuits contenant ou conçus pour contenir des fluides frigorigènes, y compris l'opération au cours de laquelle les conduites de fluides frigorigènes sont connectées pour compléter un circuit frigorifique, est effectué par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 [...]. Le respect des dispositions du présent article est démontré par la remise d'une copie de l'attestation de capacité mentionnée à l'article R. 543-99 ou du certificat équivalent délivré dans un des États membres de l'Union européenne.
Constats : Pas d'écart relevé.
Observations : L'exploitant mentionne que la société Axima est chargée de la vérification et de la maintenance des équipements contenant des fluides frigorigènes. A l'appui de ses propos, l'exploitant présente l'attestation de capacité n°12159 de catégorie I "Contrôle d'étanchéité, maintenance et entretien, mise en service, récupération des fluides de tous les équipements de réfrigération, de climatisation et de pompe à chaleur" délivrée à cet opérateur par Qualiclimat froid et dont la date de validité court du 05/02/2019 jusqu'au 04/02/2024. L'exploitant a également justifié de la capacité du salarié de l'entreprise prestataire par la présentation de son attestation d'aptitude n°G10891/CAT I/025345 de catégorie I "Manipulation des fluides frigorigènes" délivrée par l'AFPI Bretagne le 20/01/2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Fiches d'intervention sur les équipements

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-82
Thème(s) : Actions nationales 2023, Fiches d'intervention sur les équipements
Prescription contrôlée : L'opérateur établit une fiche d'intervention pour chaque opération nécessitant une manipulation des fluides frigorigènes effectuée sur un équipement. Pour tout équipement dont la charge en HCFC est supérieure à trois kilogrammes ou dont la charge en HFC ou PFC est supérieure à 5 tonnes équivalent CO2 au sens du règlement (UE) n° 517/2014 du 16 avril 2014, cette fiche est signée conjointement par l'opérateur et par le détenteur de l'équipement qui conserve l'original [...].
Constats : Pas d'écart constaté.

Observations :
Lors de la visite, l'inspection des installations classées a vérifié par sondage la fiche d'intervention n°2023-18647 relative au groupe-froid GFA 4 (dénomination du fluide : R134 A, charge totale : 240 kg, tonnage équivalent CO2 : 343,20 teq CO2). Sur cette fiche conjointement signée par l'opérateur et par l'exploitant, il est indiqué que le contrôle d'étanchéité périodique de cet équipement a été réalisé le 30/05/2023 et qu'aucune fuite n'a été détectée lors de la vérification.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Contrôle périodique des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2023, Fréquence des contrôles périodiques
Prescription contrôlée : Le tableau de l'article 4 permet de déterminer la période maximale entre deux contrôles prévus à l'article 1er en fonction de la catégorie de fluide, de la charge de l'équipement et du type de système de détection de fuite.
Constats : La fréquence de 6 mois entre deux contrôles d'étanchéité est respectée.
Observations : Les équipements présents au sein de l'installation, dont la charge en hydrofluorocarbones (HFC) correspondant à la tranche de 50 t. éq. CO2 ≤ charge < 500 t. éq. CO2, doivent faire l'objet d'un contrôle d'étanchéité tous les 6 mois en l'absence d'un système permanent de détection de fuites. L'inspection des installations classées a vérifié le respect de la fréquence entre deux contrôles d'étanchéité sur le groupe-froid GFA 4. Le dernier contrôle de cet équipement a été réalisé le 30/05/2023 et la précédente vérification ayant eu le 15/11/2022, la période de 6 mois est donc respectée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Marque de contrôle – absence de fuite

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6
Thème(s) : Actions nationales 2023, Marque de contrôle à apposer
Prescription contrôlée : Quand il est établi à l'issue du contrôle d'étanchéité que l'équipement ne présente pas de fuites, l'opérateur appose sur l'équipement la marque de contrôle d'étanchéité. La marque de contrôle d'étanchéité est constituée d'une vignette adhésive ayant la forme d'un disque bleu de diamètre supérieur ou égal à quatre centimètres et conforme au modèle figurant à l'annexe du présent arrêté. Les vignettes sont apposées de manière à être visibles dans les conditions normales d'utilisation des équipements. La nouvelle vignette est substituée à la précédente. La marque de contrôle d'étanchéité indique la date limite de validité du contrôle d'étanchéité

prévue à l'article 4 du présent arrêté. Si le contrôle d'étanchéité n'est pas renouvelé avant cette date, l'équipement ne peut faire l'objet d'opération de recharge en fluide frigorigène.
Constats : Pas d'écart relevé.
Observations : Au jour de la visite, les groupes-froids GFB 1 (n°fabrication : 32003673), GFB 2 (n°fabrication : 32003674) et GFB 3 (n°fabrication : 32003672) ont été contrôlés par sondage. Sur ces équipements, des macarons bleus bien visibles (absence de fuite détectée lors du dernier contrôle d'étanchéité) y sont apposés, et les dates limites de validité du contrôle d'étanchéité courent jusqu'en décembre 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Déclaration des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration de rejets
Prescription contrôlée : I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après : -les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident.
Constats : L'exploitant a renseigné l'outil de déclaration annuelle sur les émissions polluantes (GEREP).
Observations : Pour l'ensemble de ses groupes froids (circuits 1 et 2), l'exploitant a déclaré au titre de l'année 2022 une quantité annuelle totale émise de 46,66 kg d'hydrofluorocarbures (HFC).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Registre des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Registre des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : • lors de la visite d'inspection du 13/02/2021 (NC1)
Prescription contrôlée : Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes : a) Concernant la date de sortie de l'installation : - la date de l'expédition du déchet ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet ;
- le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;
- s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;
- la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ;

c) Concernant l'origine du déchet :

- l'adresse de l'établissement ;
- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;

d) Concernant la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;

e) Concernant la destination du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;
- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

Constats :

L'exploitant tient un registre des déchets comportant les informations requises par la prescription susvisée.

Observations :

Constat du 13/02/2021 (NC1) : Le registre des déchets ne comporte pas toutes les informations prévues à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 29/02/2012, notamment le n° des BSD, et la qualification du traitement final. L'exploitant transmet à l'inspection le registre complété des informations prévues dans l'article 2 de l'arrêté ministériel du 29/02/2012.

Le registre des déchets consulté lors de l'inspection du 19/09/2023 comporte l'ensemble des informations (date de sortie, dénomination, nature, quantité et origine du déchet, transporteur

du déchet et exutoire final) visées par l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31/05/2021. L'inspection des installations classées a par ailleurs vérifié par sondage la cohérence des données du registre par rapport au BSD (bordereau de suivi des déchets) n°20230613-F2ZPT-2JE9 relatif à des déchets de mélange de séparateurs d'hydrocarbures pour une quantité de 5,84 tonnes (code 13 05 08*), transportés par SVR et pris en charge par la société Ecopur.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Entretien des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/04/2009, article 7.6.2 et 7.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 7.6.2 :</u> Les équipements sont maintenus en bon état [...]. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions [...].</p> <p><u>Article 7.6.3 :</u> L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : <ul style="list-style-type: none"> - des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques [...]; - 1 hydrant d'un débit unitaire de 60 m³/h soit un volume total de 120 m³ sur 2 heures de fonctionnement [...]; - d'un système d'extinction automatique d'incendie ; - d'un système de détection automatique d'incendie [...]. </p>
<p>Constats : Les moyens d'intervention de lutte contre l'incendie ont été vérifiés et sont maintenus en bon état.</p>
<p>Observations : L'installation est équipée de quatre poteaux incendie qui ont fait l'objet d'un contrôle périodique le 13/10/2022 par la société Desautel. D'après la fiche de vérification annuelle référencée ENTQ5023, il est mentionné que ces hydrants ont un débit respectif de 150 m³/h (PI n°1, 2 et 4) et de 145 m³/h (PI n°3) sous une pression 1 bar (avec un intervalle de mesures de 25 minutes entre les PI n°1 et 2, et de 12 minutes entre les PI n°2, 3 et 4). Néanmoins, il est demandé à l'exploitant de procéder à un test simultané des poteaux incendie lors du prochain contrôle périodique.</p> <p>L'établissement est également pourvu : <ul style="list-style-type: none"> - D'un système d'extinction automatique d'incendie (sprinklage) dont le dernier contrôle a été réalisé le 17/07/2023 par la société Aïress. Le compte-rendu de vérification semestrielle établi selon le référentiel APSAD R1 ne mentionne aucune non-conformité et l'organisme de contrôle recommande toutefois le remplacement du clapet anti-retour défectueux de la pompe jockey. Par ailleurs, le dispositif d'extinction automatique à mousse a été vérifié le 28/03/2023 par la société Desautel qui préconise notamment le remplacement de la tresse de la motopompe émulseur B. D'après le rapport d'intervention n°1948 du 29/03/2023, les travaux de remise en conformité ont été réalisés. - De 228 extincteurs qui ont été vérifiés le 21/10/2022 par la société Eurofeu et l'attestation Q4 du 11/01/2023 mentionne que le parc d'extincteurs est conforme et qu'il est maintenu conformément </p>

aux exigences du référentiel APSAD R4. - D'un système de sécurité incendie [composé notamment de détecteurs automatiques d'incendie et de centralisateurs de mise en sécurité incendie (CMSI)] qui a été vérifié par la société ERIS le 03/05/2022 qui n'a pas constaté de dysfonctionnement. Ces équipements ont fait l'objet d'un contrôle périodique le 07/04/2023 par la société Ami2S (attestation contrôle périodique Q7 du 13/04/2023 et rapport de visite n°47825 du 07/04/2023).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/04/2009, article 7.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : [...] Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
Constats : Les installations électriques de l'établissement ont été vérifiées et l'exploitant est tenu de justifier auprès de l'inspection des installations classées que celles-ci ne présentent plus de risque d'échauffement anormal.
Observations : Un contrôle des installations électriques par thermographie infrarouge a eu lieu du 06 au 13 octobre 2022, et le rapport de vérification n°R-Q19-2022-0050-2 établi par la société TDI TELECOM DATACENTER ET INDUSTRIE en date du 20/12/2022 comporte 70 anomalies (dont 3 de priorité 1, 15 de priorité 2 et 52 de priorité 3). Parmi ces anomalies, il est mentionné qu'un grand nombre concerne un échauffement anormal au niveau de la protection thermique des disjoncteurs qui serait probablement lié à des perturbations provenant de l'alimentation des baies informatiques. Le rapport précise aussi que 5 non-conformités (n°1, 3, 4 de priorité 1 et n°2 et 8 de priorité 2) ont été directement levées lors du contrôle. L'exploitant mentionne que des actions correctives en réponse aux 65 non-conformités restantes sont en cours et les a notamment justifiées par la présentation des ordres de travail n°709868, 709882 et 709883. Il appartient donc à l'exploitant de justifier que les anomalies relevées dans le rapport du 20/12/2022 susmentionné sont résorbées. D'après le rapport n°239524.03.62.23.P.001.ELAR.001 du 12/06/2023, les installations électriques du site ont par ailleurs fait l'objet d'une vérification partielle du 05 au 08 juin 2023 par l'Apave qui n'a pas identifié de non-conformité lors de ce contrôle. L'attestation Q18 en date du 08/06/2023 précise par ailleurs que les installations électriques de l'établissement ne sont pas susceptibles de présenter des risques d'incendie ou d'explosion.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Dispositifs de protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/04/2009, article 7.3.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de protection contre la foudre
Prescription contrôlée : [...] Une vérification annuelle visuelle et une vérification complète tous les 2 ans sont réalisées par un organisme compétent [...].
Constats : Les dispositifs de protection contre la foudre ont fait l'objet d'une vérification complète.
Observations : D'après le rapport n°239524.03.61.22.S.001.EVCF.001 du 03/11/2022, une vérification complète des dispositifs de protection contre la foudre a été réalisée par l'Apave le 21/10/2022. Sur ce document, trois non-conformités ont été relevées par cet organisme : <ul style="list-style-type: none">- le puits de terre est rempli de terre- connexion du méplat- interconnexion du cuivre nu L'exploitant précise que le puits de terre a été dégagé, et des actions correctives ont été mises en œuvre en réponse aux autres non-conformités comme en atteste les ordres de travail présentés lors de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Équipements sous pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17-II
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôles périodiques
Prescription contrôlée : [...] Selon le cas, l'organisme habilité ou la personne compétente établit un compte rendu de l'inspection périodique, daté et signé par la personne ayant réalisé l'inspection périodique, mentionnant les résultats de tous les essais et contrôles qui ont été effectués [...].
Constats : Les équipements sous pression ont été contrôlés et sont maintenus en bon état de fonctionnement.
Observations : Il ressort du rapport n°22.100.ORL.29145.00.P.001.PAOL.201 en date du 21/03/2023 que les groupes froids de l'établissement (GFA 1, 2, 3 et GFB 1, 2, 3) ont fait l'objet d'un contrôle périodique par l'Apave le 20/03/2023. L'aspect extérieur, les accessoires sous pression et les dispositifs de sécurité de ces équipements ont notamment été vérifiés, et les résultats des contrôles ainsi que les essais réalisés ont été jugés satisfaisants.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Protection des réseaux d'eau potable

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/04/2009, article 4.1.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Protection des réseaux d'eau potable
Prescription contrôlée : Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement.
Constats : Pas d'écart relevé.
Observations : Le site est équipé d'un disconnecteur (n°série : 434 33767) permettant de protéger le réseau d'eau potable et qui a fait l'objet d'un contrôle le 16/06/2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet